

**Patrimoines culturels en Méditerranée orientale :**  
**recherche scientifique et enjeux identitaires**

Jean-Claude David  
Sylvie Müller Celka

La réflexion portant sur la notion de patrimoine et sur l'usage qui en est fait (économique, politique, idéologique) a pris, ces dernières années, une importance croissante dans la recherche en sciences humaines. Le rapport entre patrimoine et identité, en particulier, a déjà fait l'objet de divers programmes de recherche, y compris au sein de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM). En effet, de nombreux membres de notre Fédération ont été amenés à prendre part à cette réflexion, de par leurs terrains d'intervention et la nature de leurs activités : les archéologues, historiens et spécialistes des sciences dites annexes de l'archéologie participent directement à l'exhumation d'un passé "patrimonialisable" tandis que les anthropologues, les ethnologues et les géographes travaillent à proposer de nouvelles approches et un nouveau regard sur un patrimoine "populaire" et évolutif (habitat traditionnel, souks, pratiques religieuses, artisanales, alimentaires, récits, musiques, etc.).

Les terrains d'intervention de la MOM peuvent être définis comme la Méditerranée orientale et son pourtour au sens large, incluant les Balkans, le Proche-Orient et le Moyen-Orient, c'est-à-dire une aire culturelle issue du réseau d'interactions qui s'est développé, dès le Néolithique, à partir d'un espace constitué en fait de plusieurs carrefours, maritimes (la Méditerranée) et continentaux (l'isthme moyen-oriental), connectés entre eux.

Or cette aire culturelle offre une spécificité, du point de vue qui nous intéresse ici, qui tient à deux points principaux. Premièrement, pour avoir de tous temps servi de cadre aux contacts entre populations par suite d'échanges commerciaux, de migrations ou d'invasions, elle est marquée par une grande diversité ethnique, largement indépendante des frontières politiques actuelles, et une grande pluralité des modes de vie, en synchronie comme en diachronie, avec pour corollaire une imbrication très complexe des identités culturelles, donc un terrain favorable aux revendications patrimoniales conflictuelles et à la manipulation des données archéologiques et historiques.

Ensuite, elle est le lieu d'un fort investissement dans les domaines de la recherche archéologique et ethnographique, de la part de nombreux pays occidentaux qui, après en avoir été les acteurs uniques jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, en restent souvent un moteur important. Cette situation, parfois qualifiée de néo-colonialisme scientifique, a pour résultat un dédoublement du processus de construction identitaire fondé sur un passé exhumé, entre les natifs du lieu de découverte et les inventeurs étrangers. En effet, ces derniers perçoivent traditionnellement l'Orient comme le berceau de la civilisation occidentale à travers, par exemple, la naissance de l'écriture à Sumer, l'afflux d'apports culturels orientaux dans la civilisation gréco-romaine suite aux conquêtes d'Alexandre le Grand ou la source du judéo-christianisme dans le Levant Sud. Ce faisant, ils étendent – ou distendent – la portée spatio-temporelle de l'objet "patrimonialisable" et, inmanquablement, celle de son contexte. Le fait que la recherche archéologique soit pratiquée dans des structures administratives qui permettent une collaboration entre chercheurs indigènes et étrangers ouvre la porte à une instrumentalisation politique et identitaire de part et d'autre, pour fonder des identités locales, régionales ou nationales.

Sur la base de ces constatations, il nous a paru justifié de reprendre et de prolonger notre réflexion sur le patrimoine en la recentrant sur la spécificité de nos terrains d'intervention et en la soumettant à la pluridisciplinarité fondamentale de la MOM, qui nous permet de confronter les points de vue des spécialistes du passé et de ceux du présent. En

effet, quelle que soit l'origine des objets qui constituent le patrimoine, exhumé ou vivant, ce sont les regards du présent qui lui confèrent sa qualité patrimoniale, selon un processus et des motivations variés.

Le patrimoine culturel naît d'une contemplation de témoins matériels et immatériels, qui implique une distance dans le temps et dans l'espace, donc une rupture entre ces témoins et l'artisan de leur patrimonialisation. Le processus passe alors par une volonté politique et par des démarches institutionnelles (classement, conservation, présentation au public...), ainsi que par une éducation du regard et la construction de sens. Toutefois, le patrimoine culturel émerge aussi à travers une multitude de pratiques mémorielles qui ne se réclament pas forcément d'une cause de format général, comme l'identité nationale, mais peuvent participer d'un sentiment partagé du passé, le sentiment d'un "être ensemble", selon les termes de l'anthropologue J.-L. Tornatore<sup>1</sup>.

Dans beaucoup de pays, cependant, ces processus de patrimonialisation sont encore en cours, parfois même embryonnaires. Au Proche-Orient arabe, par exemple, la contemplation des monuments n'est pas une pratique courante. Le mot qui désigne le patrimoine et la culture (*al-turâth*, dérivé d'une racine que l'on retrouve dans une épiclese de Dieu signifiant l'éternel, *Al-Wârith*) peut avoir un lien avec le contexte religieux, donc un rapport au temps sacré plutôt qu'au temps historique. Le patrimoine y est plutôt de nature immatérielle, spirituelle, mais concurrencé de plus en plus par un patrimoine matériel dans son acception occidentale.

Dans un contexte où le concept de patrimoine est encore en construction, on rencontre d'une part des revendications émanant de groupes différents autour d'un même objet, d'autre part, au contraire, l'occultation de pans entiers d'un passé "patrimonialisable", rejeté comme impropre ou carrément indésirable dans la constitution d'une identité culturelle. De fait, parmi les modalités du processus de patrimonialisation, une sélection dans les strates d'histoire représente un choix possible et entraîne la déshérence de certains héritages : exclure, plutôt qu'intégrer, a une signification forte, bien que rarement formulée. Nous nous proposons de nous pencher en priorité sur ce phénomène de déshérence, encore relativement peu exploré – par exemple la question de l'héritage hellénistique dans le monde arabe et musulman, celle de l'héritage turc et balkanique en Egée ou encore celle de l'héritage perse et iranien dans les pays du Golfe.

Dans ce cadre de référence, plutôt que d'aborder en priorité des questions théoriques délocalisées et des réflexions générales, nous pensons utile de partir de nos expériences de terrain et des préoccupations que peuvent soulever les revendications patrimoniales touchant à l'objet de nos travaux. Nous souhaitons aussi favoriser les échanges entre spécialistes du patrimoine et détenteurs de cette expérience, conscientisée et analysée, expérience qui concerne le rapport positif (revendication, récupération) ou négatif (rejet, déni) susceptible de s'établir entre les produits de la recherche et ses « consommateurs » locaux ou extérieurs.

Notre démarche sera articulée autour de quatre journées thématiques, à raison d'une par année. Les communications présentées aux quatre ateliers feront l'objet d'une publication électronique dans les séries de la Maison de l'Orient, avant d'être rassemblées dans un volume commun. Les thèmes retenus pour les ateliers sont les suivants :

1. *Chypre. Une stratigraphie de l'identité* (29 novembre 2007)
2. *Identité nationale et recherche archéologique : les aléas du processus de patrimonialisation – Machrek, pays du Golfe, Égypte* (27 novembre 2008)
3. *Les héritiers de l'Empire ottoman et leurs rapports à l'héritage. De la déshérence à la revendication – Proche-Orient, Balkans, Maghreb* (novembre 2009)
4. *Patrimoine institutionnel et patrimoine « populaire » : l'accession au statut patrimonial en Méditerranée orientale.* (2010)

---

<sup>1</sup> TORNATORE Jean-Louis, "Les formes d'engagement dans l'activité patrimoniale. De quelques manières de s'accomoder au passé", in Vincent Meyer et Jacques Walter (dir.), *Formes de l'engagement et espace public*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, p. 515-538.